



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

DREAL des Pays de la Loire  
Unité départementale de la Vendée  
Site préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765  
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 25 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 16/07/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**UNITED PETFOOD FRANCE**

Zone industrielle de la Trésorerie  
Rue Gutenberg  
62126 Wimille

**Références :** DENV.2025.318  
**Code AIOT :** 0006303348

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE implanté Route de la Ferrière à Saint-Martin-des-Noyers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE
- Route de la Ferrière 85140 Saint-Martin-des-Noyers
- Code AIOT : 0006303348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement United Petfood France (UPF) de Saint-Martin-des-Noyers fabrique des aliments secs pour chiens et chats. À cet effet, il relève de la directive européenne sur les émissions industrielles. L'établissement a obtenu en avril 2024 l'autorisation d'étendre ses capacités de production et de stockage de produits finis.

La présente inspection, réalisée de manière inopinée, avait pour but de vérifier les suites données à la précédente inspection.

L'inspection a été principalement documentaire, avec une visite des abords extérieurs du site, ainsi que la constatation de mise en place de deux des capteurs de poussières.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de la disponibilité des filtres à manches en amont du conduit n° 1	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Odeurs - plan de gestion des odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Odeurs - émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.2	/	Sans objet
4	Confinement des déversements et pollutions accidentels	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 7.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection, réalisée de manière inopinée, avait pour but de constater les suites données à la précédente inspection de décembre 2024.

Concernant la mise en place de capteurs de poussières dans les conduits de rejets, l'exploitant a changé de fournisseur, et de nouveaux capteurs ont été installés. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la mise en service industrielle.

Concernant la thématique « odeurs », l'exploitant a complété son plan de gestion des odeurs conformément aux demandes issues de la précédente inspection. Des observations ont été émises sur son contenu, et l'exploitant est invité à les mettre en œuvre.

L'inspection a présenté les études qu'il avait lancées ou qu'il envisageait de faire afin de diminuer le débit d'odeur, ou d'en assurer une meilleure dispersion. Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des suites de ces études.

Les résultats des deux premières campagnes de mesure des débits d'odeurs en sortie de la cheminée principale ont été comparés au débit maximal imposé par l'arrêté préfectoral : les résultats sont conformes.

Cette inspection n'a pas fait l'objet de proposition de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi de la disponibilité des filtres à manches en amont du conduit n° 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la disponibilité des filtres à manches en amont du conduit n° 1
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place des capteurs de poussières en aval des filtres à manches sur chacune des lignes reliées au conduit n° 1 afin de détecter précocement une dérive de leur fonctionnement susceptible d'engendrer un dépassement de la valeur limite d'émission. L'exploitant définit à cet effet un seuil dont le franchissement entraîne la mise en œuvre d'actions correctives.</p>
<b>Constats :</b>

Lors de la précédente inspection, l'exploitant avait fait part des difficultés techniques dans la mise en œuvre de ces capteurs : trois technologies avaient été essayées en aval du capteur 1, mais ces capteurs avaient tous été bouchés rapidement du fait de l'humidité (contenue dans le rejet).

Depuis lors, l'exploitant s'est tourné vers une autre société et huit capteurs (trois pour chacune des deux lignes, un pour le broyeur, et le dernier pour la cheminée principale) ont été commandés.

Deux de ces capteurs ont été retournés au fabricant du fait d'une incompatibilité avec le diamètre des tuyauteries.

Lors de l'inspection, six de ces capteurs étaient en fonctionnement, toutefois la mise en service industrielle contractuelle n'était pas encore réalisée.

Deux seuils de déclenchement seront mis en place :

- le premier dépassement conduira à des actions correctives (nettoyage ou remplacement),
- le second informera l'exploitant d'un dépassement de la valeur limite d'émission.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la mise en service industrielle de l'ensemble des 8 capteurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 2 : Odeurs - plan de gestion des odeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Odeurs - plan de gestion des odeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre de son système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Ce plan concerne tant les émissions canalisées que les émissions diffuses.

En cas de dépassement du débit d'odeur prescrit à l'article 3.7.2 lors d'une campagne de mesures du débit d'odeur, ou en cas de plaintes à ce sujet, l'exploitant enregistre les conditions météorologiques associées, comprenant a minima la vitesse et la direction du vent, et les conditions de nébulosité. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les

données de la station météorologique la plus proche ou la plus représentative des conditions du site sont récupérées (pas de temps des données : horaire au minimum).

#### **Constats :**

L'inspection réalisée le 18 décembre 2024 avait montré que l'exploitant ne disposait pas d'un plan de gestion des odeurs formalisé, mais d'un relevé des divers signalements et de la liste des ordres de fabrication.

L'exploitant a ensuite transmis le 8 janvier 2025 un document intitulé « plan de gestion des odeurs ». Le compte-rendu de l'inspection du 18 décembre 2024, signé après cette transmission, identifiait des compléments devant être intégrés dans ce document.

Un deuxième document a été édité le 17 mars 2025.

Ce dernier :

- intègre les résultats du programme de surveillance des sources d'odeur par une entreprise spécialisée,
- précise le calendrier des actions déjà menées, ainsi que celles planifiées,
- intègre également un registre des remontées des tiers ainsi qu'un logigramme des actions à mener dans ces situations.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a été interrogé sur le fonctionnement de ce plan.

Il est apparu que le document n'avait pas été mis à jour, l'exploitant indiquant qu'il réaliserait une mise à jour annuelle.

L'exploitant a déclaré réaliser un point mensuel avec la mairie concernant des signalements d'odeurs, mais qu'il n'avait pas été sollicité directement par des riverains.

L'exploitant a également indiqué qu'il menait des études complémentaires sur des équipements et technologies pouvant diminuer les flux rejetés à la cheminée (biofiltre, condensation) ou en assurer une dispersion plus importante (augmentation du débit de rejet). L'exploitant a également déclaré avoir arrêté la production sur son site d'une recette considérée comme une source d'odeurs importante.

Enfin, l'exploitant a présenté les résultats de la deuxième campagne de mesures en extérieur. La troisième, initialement planifiée le jour de l'inspection, a été reportée au lendemain.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Plan de gestion des odeurs

L'inspection a pris note des modifications apportées au plan de gestion des odeurs.

Ce document appelle les remarques suivantes :

- La périodicité de mise à jour du document n'est pas du ressort de l'inspection. Toutefois, l'exploitant doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'inspection même en cas d'absence du responsable de l'exploitation. Dans ce contexte, il convient que le registre des remontées des tiers soit complété au fil de l'eau et en tout état de cause assez rapidement après que l'exploitant a pris connaissance de ces signalements.
- L'inspection a consulté le registre intégré au plan (mois de janvier et février). La mention « non concernée » apparaît trop fréquemment alors qu'elle est n'est pas très précise. En effet, concernant la direction des vents, il apparaît souhaitable de mentionner celle constatée et d'indiquer le positionnement des signalements avant de conclure. Il en est de même pour le débit de cheminée : des éléments concernant celui-ci seraient utiles. Concernant la colonne « recette produit », il serait souhaitable de mentionner les recettes produites lors des signalements, et de les regrouper en familles principales (*par exemple sur la proportion ou la nature des constituants susceptibles d'être plus odorants*).

Il est précisé que ces informations ont pu être présentées par l'exploitant lors de l'inspection, mais

qu'elles ont nécessité une recherche.

- Outre la direction des vents, il peut être intéressant d'intégrer les autres conditions climatiques (température, humidité, vitesse du vent), car elles peuvent fournir une indication sur les conditions de dispersion des rejets atmosphériques (phénomène d'inversion de température notamment).

L'exploitant est invité à prendre en compte ces remarques.

Autres points

L'exploitant informera l'inspection des résultats des études qu'il réalise (campagnes de mesure en extérieur, études sur l'amélioration de la dispersion ou la réduction du terme source).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Odeurs - émissions canalisées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance du débit d'odeur

**Prescription contrôlée :**

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées reliées au conduit n° 1 ne dépasse pas la valeur de  $20\,000 \times 10^6$  uo<sub>E</sub>/h (unité d'odeur européenne par heure).

Le protocole de surveillance visé à l'article 3.7.1 ci-dessus comprend a minima, la première année de fonctionnement du conduit n° 1, une mesure trimestrielle du débit d'odeurs. L'une de ces 4 campagnes est programmée sur une recette supposée la plus odorante. La périodicité est annuelle les années suivantes sauf si l'une des 4 mesures effectuées la première année révèle un non-respect de la valeur-limite prescrite ci-dessus ; dans ce cas, la périodicité trimestrielle est maintenue.

**Constats :**

Le document intitulé "plan de gestion des odeurs" mentionne les 4 dates prévisionnelles de réalisation des campagnes de mesure du débit d'odeur à l'atmosphère des sources odorantes canalisées reliées au conduit n° 1.

Lors de l'inspection, deux campagnes avaient été réalisées, et les résultats transmis à l'exploitant :

- 21/01/2025 : débit d'odeur de  $785 \times 10^6$  uo<sub>E</sub>/h

- 23/04/2025 : débit d'odeur de  $1\,660 \times 10^6$  uo<sub>E</sub>/h

Ces débits sont inférieurs au débit maximal prescrit par l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Confinement des déversements et pollutions accidentels

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 7.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des déversements et pollutions accidentels

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé à l'aide de deux bassins de confinement étanches, internes au site, de volume utile au moins égal à 400 m<sup>3</sup> et 655 m<sup>3</sup>. Des vannes de sectionnement motorisées et asservies à la détection incendie des bâtiments permettent d'isoler les points de rejets de ces bassins du milieu naturel.

[...]

Les dispositifs de commande des vannes de sectionnement sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

**Constats :**

L'inspecteur a constaté que le bassin de confinement de 655 m<sup>3</sup>, qui fait également office de bassin de rétention des premières pluies, n'était pas vide, malgré l'absence d'intempéries dans les journées qui avaient précédé l'inspection.

Il est apparu que la vanne en sortie de ce bassin était en position « commande à distance - état fermé » empêchant, de ce fait, toute vidange du bassin au point de rejet n° 3.

L'exploitant a indiqué que cet état résultait d'un exercice d'évacuation incendie réalisé quelques jours auparavant. Le déclenchement de l'alarme incendie lors de cet exercice avait entraîné la fermeture de la vanne de sectionnement, mais la vanne n'avait pas été rouverte.

L'ouverture de la vanne a nécessité d'intervenir au boîtier de commande situé dans le bâtiment 9 nouvellement construit. L'accès à ce boîtier était rendu difficile par la présence de matériels à proximité immédiate.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les équipements visés par l'arrêté préfectoral qui font l'objet de tests ou de maintenance soient ensuite remis dans leur configuration normale d'exploitation.

L'exploitant doit également veiller à ce que l'accès à la commande de la vanne de sectionnement soit facilité (absence d'encombrement).

Enfin, des interrogations ont été émises lors de l'inspection sur l'alimentation en continu de ce bassin en l'absence d'intempéries. Ce bassin collectant directement les eaux pluviales de toiture du bâtiment 9 et indirectement celles des voiries et des cellules 1 et 2 de l'entrepôt, l'exploitant précisera les éléments pouvant expliquer cette alimentation (*condensation de la rosée sur les surfaces des toitures ?*).

**Type de suites proposées :** Sans suite